



HAL
open science

LE DEVELOPPEMENT REGIONAL VU D'EN BAS : LE MOUVEMENT SOCIAL D'IFNI (SUD-OUEST MAROCAIN)

Philippe Sierra

► **To cite this version:**

Philippe Sierra. LE DEVELOPPEMENT REGIONAL VU D'EN BAS : LE MOUVEMENT SOCIAL D'IFNI (SUD-OUEST MAROCAIN). Mager C., 2009, Développement territorial: jeux d'échelles et enjeux méthodologiques, Université de Lausanne, 2009. halshs-03153260

HAL Id: halshs-03153260

<https://shs.hal.science/halshs-03153260>

Submitted on 26 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE DEVELOPPEMENT REGIONAL VU D'EN BAS : LE MOUVEMENT SOCIAL D'IFNI (SUD-OUEST MAROCAIN).

Philippe SIERRA
Université Paris VIII

RESUME:

Sidi Ifni, petite ville côtière du sud du Maroc située à l'extrémité sud-ouest de la Région du Souss-Massa-Draa est entrée au cœur d'une polémique nationale en juin 2008. En effet, après une semaine de blocage du port par des chômeurs et des jeunes demandant des emplois, une intervention massive des forces de l'ordre débouche sur un scandale autour des méthodes employées et des arrestations, et sur le procès de la chaîne qatarie *Al Jazeera* accusée d'avoir diffusé une fausse nouvelle en annonçant des morts.

Le blocus de 2008 n'est en fait qu'une manifestation de plus d'un mouvement social débuté en 2005 et auquel l'Etat a tenté d'apporter des réponses. Si ces protestations relèvent d'une inquiétude assez générale au Maroc, exprimée tout particulièrement par l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs, leurs spécificités ont focalisé l'attention. En effet, les principales revendications relèvent du champ du développement et des découpages régionaux. Il s'agit d'une demande de désenclavement, de l'extension du port de pêche et surtout de l'érection d'Ifni en capitale provinciale rattachée à la Région de Guelmim-Smara, c'est à dire à une région saharienne englobée dans la problématique du « Sahara occidental ». Ces revendications résultent d'un sentiment général d'abandon de la part de l'Etat. Cette ancienne enclave espagnole, rétrocédée le 30 juin 1969, vit en effet dans les ruines du lustre passé de l'époque coloniale. Sa croissance démographique a été quasi-nulle sur les 20 dernières années, quand Guelmim, capitale provinciale située à moins de 50 kilomètres, a vu sa population multipliée par dix depuis 1960 pour dépasser 90000 habitants. L'émigration clandestine vers les îles Canaries semble alors être le seul horizon à toute une jeunesse désemparée et désœuvrée.

Le mouvement social d'Ifni et les représentations de l'espace qu'il véhicule, illustre avec les blocages locaux au développement, les débats auxquels est confronté l'Etat marocain face à des régions périphériques. Quel(s) modèle(s) de développement promouvoir dans le cadre de sociétés à forte identité tribale, quels re-découpages de l'espace opérer alors que s'annonce la mise en route de l'autonomie des provinces sahariennes dont une agence spécifique, l'Agence du Sud, est sensée piloter les projets de développement mais où le risque séparatiste n'a pas disparu?

MOTS-CLES :

Maroc, Ifni, Sahara occidental, Développement, Aménagement du territoire

INTRODUCTION:

Sidi Ifni, petite ville côtière d'à peine 20 000 habitants, située à l'extrémité sud-ouest de la région de Souss-Massa-Draa, est entrée en juin 2008 au cœur d'une polémique nationale, relayée à travers des médias du monde entier. Après une semaine de blocage du port par des chômeurs et des jeunes demandant des emplois, une intervention massive des forces de l'ordre débouche sur l'arrestation de tous les meneurs, sur un scandale autour des méthodes employées, et surtout sur le procès de la chaîne qatarie *Al Jazeera* accusée d'avoir diffusé une fausse nouvelle en annonçant huit morts. Dans une société civile transnationalisée où le référentiel des droits de l'homme devient de plus en plus prégnant, l'affaire d'Ifni interroge d'une part sur l'évolution du « Makhzen » et les limites de l'ouverture politique et rappelle d'autre part le problème d'une jeunesse qui n'accède pas à l'emploi. Pourtant, ce qui a fait affaire à Sidi Ifni, ce n'est pas tant la durée du Mouvement social initié depuis 2005, que certaines revendications. En effet, la demande de l'érection du cercle d'Ifni en province rattachée à la Région saharienne de Guelmim-Es Semara s'intègre dans la question sensible des redécoupages territoriaux à opérer dans le cadre de la mise en route de l'autonomie du Sahara.

Rappeler les nouvelles visions du territoire et de son aménagement découlant pour partie du double

défi, règlement du problème saharien et insertion dans la mondialisation est un préalable pour poser les dessous territoriaux du Mouvement d'Ifni. L'analyse des revendications permet de comprendre comment le développement est conçu. Ces représentations doivent être mises en perspective avec les enjeux locaux, liés à la prégnance des identités tribales et surtout la clef de lecture globale qui est celle de connaître les bases territoriales d'un projet d'autonomie qui n'est pas encore tranché.

LA QUESTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE AU MAROC

Une nécessaire mise en perspective historique

Il a fallu attendre la dernière décennie du vingtième siècle pour que le Maroc pose d'une manière explicite la question de l'Aménagement du territoire. Jusqu'alors, les politiques de développement marocaines à finalité spatiale avaient en fait comme objectif essentiel la maîtrise du territoire et le contrôle des habitants (Naciri M., in Troin J.F, 2002). Cela se comprend à l'aune de l'histoire de l'Empire chérifien qui a dû faire face à de nombreuses menaces sur son territoire. Menaces extérieures, avec les visées européennes: installation de ports et comptoirs à partir du XV^{ème} siècle ou aspirations coloniales au XIX^{ème}. Menaces intérieures: en effet, le pouvoir du sultan repose sur un système complexe d'allégeances et les sécessions de certaines tribus sont fréquentes, qui conduisent à organiser des *harkas*. Les observateurs européens du XIX^{ème} siècle notent alors l'opposition entre *bled Makhzen*¹, le « pays » bien contrôlé, et *bled siba*, celui en dissidence, qui refuse de payer le tribut dû. La politique coloniale menée par la France à l'époque du protectorat affiche alors sa volonté de mettre fin à cette opposition, en tenant compte des réalités ethniques. C'est l'origine de la politique dite berbère qui a consisté à tenir compte de la spécificité de ces populations et qui va être la source des premières manifestations nationalistes modernes. Quand, en 1934, la difficile « pacification » de l'Anti-Atlas se termine, les autorités françaises se glorifient d'avoir mis fin aux pays en *siba*. Le découpage du territoire se définit alors de manière plus précise, et son contrôle est fondé sur une nouvelle dichotomie, celle du Maroc utile, celui des plaines, et celle du Maroc à préserver, celui berbère, des montagnes. Ces dernières demeurent sous un contrôle militaire à moindre coût avec un corps spécifique qui joue un rôle essentiel celui des officiers des affaires indigènes.

Le parachèvement de l'intégrité territoriale

L'indépendance acquise (1956), le contrôle du territoire demeure une nécessité. Les menaces sont multiples, qui s'expriment spatialement. Au Sud, l'Armée de Libération du Sud ne s'intègre pas aux Forces Armées Royales ce qui pose le problème du contrôle des régions présahariennes et sahariennes, au Nord une rébellion éclate au Rif. Les deux questions sont réglées en 1958 et 1959 mais marquent durablement les représentations de l'espace. Le discours royal se focalise sur le problème du parachèvement de l'intégrité territoriale. La récupération des mains des espagnols de la province de Tarfaya (1958) et la rétrocession d'Ifni (1969) en sont des étapes marquantes. Mais restent entier trois problèmes: les présides espagnols de Ceuta et Melilla, la frontière avec l'Algérie et la décolonisation du Sahara espagnol. L'affaire du Sahara occidental est bien évidemment le point crucial, qui n'est pas encore réglé internationalement son annexion par le Maroc étant encore contestée. Objet d'une représentation géopolitique très forte, le « Sahara marocain » a été le ciment d'une union nationale nécessaire à la Monarchie. La « Marche Verte » organisée par le Roi Hassan II en 1975 qui avait débouché sur le partage des ex-colonies espagnoles avec la Mauritanie constitue l'événement fondateur de la politique saharienne du Maroc. La guerre (1975-1991) avec le Polisario qui a proclamé la République Arabe Sahraouie Démocratique -RASD- reconnue par de nombreux pays du Tiers-monde, et les efforts diplomatiques du Maroc sont bien connus. Il convient également d'observer les modalités spatiales du traitement de cette question. De fait, les réponses ont certes été diplomatiques, militaires (déploiement d'importantes troupes et stratégie de reconquête du territoire à partir de la construction de murs) et policières (contrôle et répression des « activistes »). Mais, les deux Rois concernés ont surtout insisté sur les soutiens sahraouis à leur politique (allégeances, représentants des sahraouis) et sur les aspects de développement. Hassan II tout d'abord qui a immédiatement lancé des programmes d'intégration et une politique d'assistance sociale. Mohamed VI ensuite qui est à l'origine de la création de « l'Agence du Sud ». De fait, s'élabore à propos du Sahara une analyse des nécessités du développement territorial, ici à des fins de contrôle, qui va progressivement être incorporée dans les questions plus vastes de la régionalisation et de l'Aménagement du territoire.

1 Le terme *Makhzen* est très important. Il désigne aujourd'hui au Maroc tout ce qui a trait au Palais et à l'appareil d'Etat. Au départ, il s'agit du grenier où sont entreposées les récoltes, mais il prend dès le douzième siècle le sens de Trésor, où est stocké l'impôt, avant de désigner depuis le seizième siècle ce qui a trait au gouvernement d'Etat. Il est à l'origine du mot français *magasin*.

Les politiques d'aménagement du territoire

A partir des années quatre-vingt-dix, est engagée une réflexion globale sur l'aménagement du territoire et non plus seulement sur l'équipement des régions en fonction de nécessités sectorielles et sociales. On peut retenir trois dates clefs pour en comprendre les modalités. En 1996, c'est la création de l'Agence du Nord. Officiellement, il s'agit de promouvoir le développement social des provinces attardées du nord. Officieusement, il faut donner un signe fort à l'Union européenne en montrant qu'on lutte contre la culture de la drogue et l'émigration illégale. Cependant, la création de cette agence permet en fait d'ouvrir une nouvelle analyse du territoire, en terme de pratiques et de discours. La proximité avec l'Europe est valorisée, Tanger apparaît comme l'angle vif d'avenir par excellence. La même année, la révision constitutionnelle a consacré la Région en tant que collectivité locale gérée par un Conseil Régional dirigé par un président. La régionalisation ouvre la voie à une déconcentration du pouvoir et ainsi à l'autonomie de régions spécifiques comme le Sahara. Enfin, après qu'un Ministère de l'Aménagement du Territoire soit créé en 1998 et confié à un leader politique², le Roi lance le chantier d'une charte d'aménagement du territoire qui, « à partir » d'un large débat débouche sur la publication en 2003 du « Schéma national d'aménagement du territoire ». Celui-ci affiche clairement la volonté d'arrimage spatial à la mondialisation :

En contrepoint, le « Roi des pauvres », tel qu'il est surnommé au début de son règne, lance en 2005 l'INDH- Initiative Nationale de Développement Humain- qui s'inscrit dans le cadre plus vaste des « objectifs du millénaire » mais également comme une réponse aux attentats qui avaient secoués Casablanca en mai 2003. Le fait essentiel mis alors en évidence étant que les jeunes kamikazes islamistes étaient originaires des quartiers périphériques pauvres de la métropole marocaine.

L'analyse étatique du territoire national et de son développement s'est donc profondément renouvelée au cours des années 90, mais il faut également souligner le rôle clé tenu par les populations de « terrain » et leurs émigrés. En effet, dans les deux dernières décennies, le Maroc a connu une explosion du phénomène associatif. Si l'émigré-individu ne peut-être l'agent de développement qu'Etat et populations locales attendent bien souvent, les associations lancées par des émigrés et leurs corollaires locaux vont jouer concrètement un rôle essentiel dans le développement et l'équipement, en particulier dans les zones rurales. Ce phénomène a largement attiré l'attention des chercheurs, en particulier de Thomas Lacroix (Lacroix T., 2005). On voit ainsi se dessiner un maillage d'associations dont il est classique de distinguer deux expressions. Celles soutenues par l'Etat, en particulier les associations dites régionales, souvent analysées par les partis politiques comme un moyen supplémentaire mis en place pour leur affaiblissement. Celles lancées par des émigrés et des élites locales de la « société civile », qui ne bénéficient pas des mêmes moyens. Les actions de développement sont relativement diverses. Les plus classiques consistent en la construction ou la rénovation de routes, de mosquées, d'équipements sanitaires et éducatifs et la création de coopératives. Les entretiens menés montrent ainsi que pour les acteurs associatifs le développement est vu à l'aune de la mise en place d'équipements publics utiles à la population, que les différentes administrations d'Etat voient indispensables pour améliorer les « indicateurs de développement ». Si les populations concernées apprécient leur sortie de l'isolement, leur problème reste entier car cela ne résout pas la question des revenus et de l'emploi. C'est d'ailleurs cette question qui est posée au Maroc avec l'existence d'un mouvement qui sait se faire entendre, celui des « Diplômés chômeurs ». Ce sont ces derniers qui vont être le fer de lance du Mouvement social d'Ifni qui a un premier écho national en août 2005. Pourtant, l'existence de revendications spécifiques, le soutien massif d'une population connue dans tout le Maroc pour ses faits de résistance et la localisation de cette ville non loin du Sahara vont être interprétés et exploités pour lui donner un sens très particulier.

L'AFFAIRE D'IFNI

Présentation d'Ifni

Sidi Ifni est une petite ville marginale néanmoins connue dans tout le Maroc. Ville portuaire, c'est une ancienne enclave espagnole, occupée à partir de 1934. En novembre 1958, les autorités espagnoles y furent confrontées à un mouvement armé, mis en place dans le cadre de l'Armée de Libération du Sud et avec le soutien de l'Istiqlal³, qui les obligèrent à y envoyer des troupes pour reconquérir le territoire perdu. Sur décision politique, les Espagnols abandonnèrent de fait les campagnes pour restés repliés dans la ville. La rétrocession négociée entre Franco et le Roi du Maroc n'intervint que dix ans plus tard, en 1969. Les nationalistes exploitèrent ces événements pour en faire un exemple national : *les Aït Ba Amrane* – la population d'Ifni- sont alors présentés comme un symbole de la résistance marocaine : la

2 Mohamed El Yazghi, alors dirigeant de l'USFP, Union Socialiste des Forces Populaires.

3 Le parti nationaliste marocain. Rappelons que le Maroc a obtenu l'indépendance en 1956.

tribu qui se serait libérée par elle-même. Il y a donc deux fêtes de l'indépendance à Sidi Ifni dont la rétrocession est présentée comme une grande date rappelée chaque année par les médias marocains.

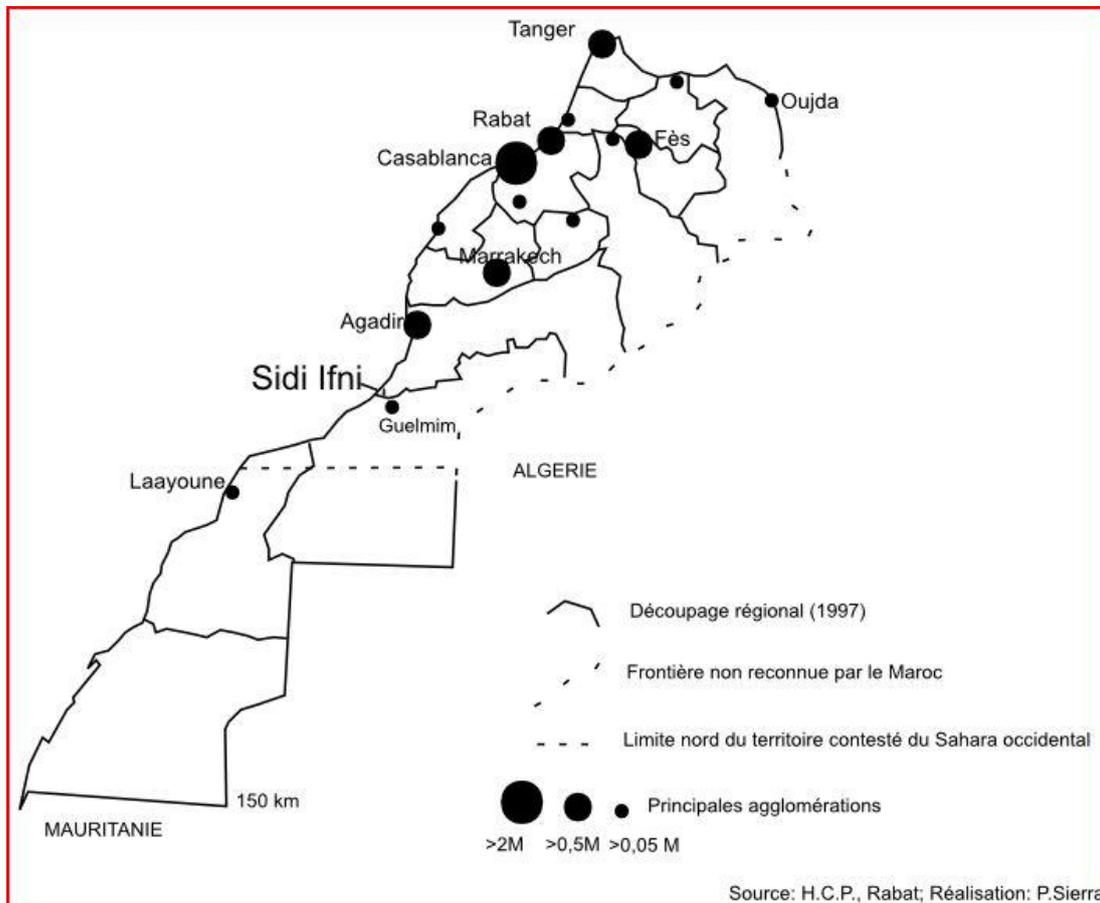


Figure n°1 : Les régions au Maroc

Sidi Ifni n'appartient pas aux espaces supposés porteurs du développement du Maroc et n'est pas plus située dans une région montagneuse difficile d'accès comme c'est le cas d'une bonne partie du territoire marocain. Elle ne présente pas d'ailleurs, aux vues des indicateurs statistiques officiels, un retard plus accentué qu'ailleurs. Par contre, du fait de son histoire, elle est restée longtemps enclavée. En effet, la route principale la contourne, ce qui est d'ailleurs un héritage de la pacification de l'Anti-Atlas⁴ et elle se trouve localisée dans un « angle mort » situé à l'extrémité sud-ouest de la province de Tiznit (Figure 1). Avec 20000 habitants, elle périclite en tant que petite ville de caserne et de pêche traditionnelle. Cette situation se traduit par une émigration importante et, donc, la stagnation démographique. Il a fallu attendre la fin des années 80 pour que des investissements publics viennent y établir un port de pêche depuis longtemps projeté qui n'est néanmoins pas achevé, et une zone industrielle qui ne prend pas. A la toute fin des années 90 et au début des années 2000, l'ouverture du port, mais aussi l'arrivée de touristes et l'augmentation des remises migratoires amorcent le désenclavement de la ville, qui s'ouvre alors à la société de consommation mais reste frappée par un

4 Bien que l'enclave n'était pas encore occupée par les Espagnols, le droit de suite ne s'y exerçait pas : les forces françaises devaient donc la contourner tout en empêchant les dissidents de s'y réfugier. Une fois la pacification terminée, toutes les infrastructures mises en place par le Protectorat la contournent.

fort taux d'inoccupation⁵.

Les revendications

C'est en 2005 qu'éclate un mouvement social très particulier. Associations, organisations syndicales et partis politiques tiennent en 2004 une sorte de forum social local qui débouche sur des revendications et la constitution d'un « secrétariat local Sidi Ifni-Aït Ba Amrane » pour les soutenir. Celui-ci permet de donner une plus grande visibilité aux actions et de formuler plus précisément les revendications. Si les partis politiques se retirent rapidement de ce secrétariat, si des divisions apparaissent, le mouvement permet l'émergence de leaders d'opinion locaux, qui ne sont pas des notabilités. Ce processus s'est engagé avec la structuration d'une section locale de l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs, puis la recherche de relais médiatiques via le rattachement à des luttes globales (en particulier avec la création d'une section ATTAC). Il ne s'agit pas ici de rechercher les modes de structuration du mouvement. Ceux-ci relèvent de la sociologie politique. On y trouve mêlés facteurs psychologiques, intérêts particuliers pouvant entrer dans le cadre de la théorie de la structure des opportunités politiques, et reproduction de modèles nationaux (diplômés chômeurs) ou globaux (résistance, recherche d'un autre monde...). Par contre, dans le cadre de l'analyse du développement territorial et de ses enjeux méthodologiques, il nous a semblé que ce conflit est tout à fait illustratif de la dichotomie existant entre les demandes de base, les besoins perçus par la population et les analyses étatiques de ce que peut être un « développement intégré ».

Les demandes: quels moteurs du développement manquent à Ifni?

L'attente globale initiale n'a rien d'original et peut être grossièrement résumée en deux points: des emplois et le désenclavement de la ville. Une manifestation est organisée en mai 2005 aux motifs qu'ils n'ont pas obtenu de réponse du gouverneur. Son succès est inattendu: plusieurs milliers d'habitants répondent à l'appel, organisateurs et autorités locales sont surpris. Trois mois plus tard, le 07 août, nouvelle manifestation générale, grossie par les émigrés en vacances, qui donne lieu à une intervention policière d'envergure avec un affrontement entre forces de l'ordre et manifestants. A partir de ce moment, un mouvement protestataire durable s'établit, qui organise sit-in et manifestations pour des motifs très divers, mais toujours en rapport avec le développement: aussi bien réclamer l'ADSL que protester contre la mort par hémorragie d'une patiente à l'hôpital local. Sidi Ifni trouve une nouvelle identité dans une « résistance » vécue, et non plus héritée des luttes anti-coloniales. Des films des manifestations sont réalisés sur CD, agrémentés de musique berbère et vendus très largement parmi les habitants. Cela inquiète alors les autorités locales et provinciales qui ne savent comment traiter avec les meneurs compte tenu du soutien dont ils bénéficient dans la population.

Les revendications se trouvent rapidement fédérées autour de cinq demandes clés: l'érection de Sidi-Ifni au rang de province rattachée à la Région de Guelmim-Es Semara, la construction d'une route côtière la reliant à Tan Tan, l'achèvement du port, l'équipement de l'hôpital et la distribution de cartes d'entraide nationale. Leur analyse rapide, synthétisée ici à partir d'entretiens menés auprès des différentes catégories de population, permet de comprendre comment habitants et manifestants expliquent la marginalisation de leur ville.

- constitution d'une province d'Ifni.

C'est la revendication placée en première place et qui a été retenue par les médias. En quoi peut-elle favoriser le développement d'Ifni, pourquoi l'attachement à cette demande? Les plus intellectuels ne cachent pas leur méfiance: « ce serait faire rentrer le Makhzen à Ifni », une « idée folle » confie même un des principaux leaders du mouvement qui évoque une proposition lancée par des hommes politiques et notables et tout de suite reprise. Il s'agirait d'ailleurs d'une ancienne demande, datant de la rétrocession. Pour le gros de la population, l'intérêt mis en avant est d'abord pratique: ne plus avoir à aller faire les papiers à Tiznit. Ensuite, ce ne serait que justice, puisque cela permettrait de rendre son rang à Ifni. Cette remarque mérite d'être étudiée car elle constitue l'un des ciments du mouvement. La population a le sentiment d'avoir été abandonnée par l'Etat: le Souss s'est considérablement développé, le Sahara a eu droit à toutes les faveurs, et entre les deux, rien pour Ifni. Ce sentiment est entretenu par le souvenir de ce qu'était la ville à l'époque espagnole. Le lustre passé de ce qui fut la capitale de l'Afrique Occidentale Espagnole (1946-1958) s'offre sans cesse au regard: aéroport international désaffecté, cinéma, théâtre et zoo abandonnés rappellent le « bon temps » d'un âge idéalisé. Pour les autorités marocaines, il avait été logique de rattacher Ifni à Tiznit pour des raisons

5 Il est difficile de connaître les chiffres réels du chômage au Maroc. A Sidi Ifni, le taux est estimé à au moins 30%.

historiques (c'était le cas avant l'époque coloniale) et nationalistes (en finir avec le particularisme d'Ifni et l'intégrer réellement à la mère patrie). Une très ancienne rivalité⁶ est donc réactivée et rendue visible à travers le mouvement actuel: manifestants et nombre d'habitants présentent Tiznit comme un frein au développement de ce qui pourrait être sa rivale. Devenir une province est donc présenté comme « la » solution.

- La troisième tranche du port et la zone industrielle.

Cette demande est finalement la réponse à un constat: beaucoup d'espoirs ont été fondés au cours des années 80 dans la construction du port et de la zone industrielle. Le port est alors présenté comme devant accueillir la pêche hauturière, mais la troisième tranche nécessaire n'est pas réalisée et la zone industrielle n'accueille pas d'usines. Pour les habitants, l'inachèvement du port résulte d'une volonté de tenir l'espace marginalisé. La troisième revendication tient aussi de ce sentiment: la route côtière est un vieux projet qui n'avait pas été réalisé.

- L'amélioration de l'hôpital tient à une thématique générale au Maroc, qui résulte largement de la société civile et des associations.

- Les cartes d'entraide nationale et la création d'emplois.

Cette dernière demande, qui est l'une des revendications essentielles des jeunes d'Ifni explicite particulièrement les attentes qui se sont développées. Le modèle pris est celui des jeunes sahraouis. Les « lionceaux », comme on les appelle, ont effectivement bénéficié d'attentions toutes particulières mises en place par le roi Hassan II⁷. Somme toute, à travers les revendications on voit se dessiner le développement tel qu'il est conçu par les jeunes. Se détourner de Tiznit et se rapprocher du modèle saharien. Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que les revendications portent largement sur des projets présentés et lancés par l'Etat 20 ans plus tôt, projets qui avaient échoués. Le tourisme, ignoré des premiers plans de développement d'Ifni, n'est qu'exceptionnellement évoqué comme une potentialité capable d'offrir des emplois et des revenus, malgré la proximité relative d'Agadir, la capitale régionale située à 180 km, et surtout malgré sa réalité. Depuis la fin des années 90, Sidi Ifni voit effectivement passer de nombreux touristes, ses maigres capacités hôtelières présentent un taux d'occupation élevé. En fait, la zone est englobée dans un véritable front pionnier de conquête touristique du littoral initié par des émigrés et des retraités européens et largement anarchique malgré l'existence d'un schéma directeur. La ville elle-même est une destination à la mode, pour les sahariens qui y viennent chercher le frais l'été, et pour de nombreux européens qui ont largement investi le centre ancien. Il en résulte d'ailleurs d'innombrables conflits sur la propriété des terrains, liés à la mauvaise qualité de l'immatriculation foncière, qui bloquent avec la spéculation immobilière les moindres tentatives de projets.

Les réponses « d'en haut »: améliorer Ifni

L'importance inattendue prise par le mouvement d'Ifni a imposé des réponses de la part « d'en haut ». De fait, les manifestants défient pouvoir local, provincial, régional et national en demandant l'intercession d'autorités toujours plus élevées. Mécontents du gouverneur, ils en appellent à la Région en 2005, et lorsque le wali leur rend visite en 2008 ils exigent le gouvernement. De fait, la lisibilité des échelons de responsabilité est mise à mal.

L'affaire a été prise au sérieux, puisque se sont déplacées à la ville d'Ifni de nombreuses délégations, parfois mal accueillies. Celles-ci comportent aussi bien des élus régionaux, que des représentants de l'Etat des différents niveaux territoriaux et même des Ministres. De fait, il n'y a aucune lisibilité des échelons territoriaux de responsabilité, ce qui aux yeux de la population conforte l'image floue du « Makhzen ». Des promesses ont été faites et tenues pour partie : le chantier du premier tronçon de la route côtière est lancé par le Ministre de l'Equipement et réalisé en un temps record à la fin de l'année 2005. 40 kilomètres sont asphaltés, ne reliant pour ainsi dire rien, cette portion du littoral étant très peu habitée, mais donnant par contre lieu à une spéculation intense sur des terrains non encore immatriculés. Une étude est lancée pour la mise en route d'une conserverie de poissons, dont on annonce qu'elle pourrait créer « 556 emplois », mais elle ne voit pas le jour.

Surtout, les réponses données et affichées relèvent de l'aménagement urbain. Finalement, le reproche entendu est celui que la ville a été abandonnée, est restée telle quelle depuis l'époque espagnole. Le

⁶ On la retrouve dans des correspondances de la fin du XIX^{ème} siècle, où les représentants des Aït Ba Amrane demandaient à ne pas dépendre d'un représentant établi à Tiznit. Voir Ennaji M., Pascon P., 1988. Les anthropologues voient dans cette rivalité ancestrale l'opposition entre les deux *Jefts* -alliances de tribus- différents auxquels ils appartenaient.

⁷ Depuis la fin des années 80, des milliers de jeunes sahraouis ont été recrutés dans les administrations : on parle des lionceaux d'Hassan II (« Achbal al Hassan attani »).

budget de la municipalité était très réduit et, au niveau régional, Ifni est intégrée aux villes devant bénéficier « d'une mise à niveau ». En décembre 2007, la venue du Roi a été l'occasion de débloquent des lignes de crédit exceptionnelles afin d'y faire face. Station d'épuration, construction de logements, amélioration de l'éclairage, agrandissement de la promenade côtière sont programmés, tandis que la mise en place d'un centre de formation est envisagé. Pour essayer de donner des gages de réponses aux jeunes et de calmer le mouvement, des terrains situés à Aglou, des kiosques à Ifni, des boutiques à Agadir ont été distribués que les militants diplômés chômeurs se sont partagés selon un système de points⁸. Des licences de pêche supplémentaires sont certes proposées, mais pas d'installations d'usines ou de créations d'emplois susceptibles de répondre aux attentes exprimées par la population. Quant à la question de la création d'une province et de son rattachement à la Région de Guelmim, aucune réponse n'a été fournie.

Aussi, la vision d'en bas du développement est certes très éloignée des clés de lecture que le Maroc s'est offertes dans le cadre de la réalisation de son schéma d'aménagement du territoire, mais les réponses des autorités ont également largement contourné la question des choix à faire pour donner une impulsion à une petite ville comme Ifni, ce qui attise la frustration d'une jeunesse largement désœuvrée.

Les questions posées par le mouvement social

Ce contournement montre qu'il ne faut pas limiter Ifni à un simple « mouvement social ». L'importance de la répression de juin 2008, tout à fait révélatrice des tensions qui existent dans le « néo-makhzen » imaginé des politologues, ne résulte pas seulement de l'analyse d'autorités locales affolées du soutien de la population à des agitateurs et demandant une intervention massive. Elle révèle également les enjeux plus larges qui se cachent derrière Ifni et qui sont ceux des redécoupages territoriaux.

En effet, on l'a vu, il n'y a pas d'attente ni de la part de la population, ni dans les réponses des autorités, d'un développement propre d'Ifni pouvant générer des investissements. La demande de rattachement à la région de Guelmim est vue par les habitants comme la possibilité de bénéficier d'avantages. Pourtant, une rapide analyse montre qu'elle est remplie d'intérêts contradictoires. En effet, la situation de Guelmim n'est guère plus enviable que celle d'Ifni : tout l'espace du Noun est en fait en crise (Ben Attou, 2007). On peut se demander dès lors quel intérêt pour Ifni de sortir définitivement de la région dynamique du Souss, qui est un « angle vif » du Maroc (Troin J.F., 2002, 2006) pour s'intégrer dans une région qui ne connaît pas une dynamique économique propre. De plus, l'essentiel des aides apportées aux sahraouis ne profite pas à la Province de Guelmim, mais à celle d'Es-Semara. Le soutien tacite ou explicite apporté au mouvement par de nombreux notables (en ravitaillant par exemple les quelques bloqueurs du port) permet de comprendre une partie des dessous de ces demandes territoriales. En effet, ce soutien ne s'explique pas uniquement par la proximité des élections locales mais aussi par l'intérêt que peuvent revêtir les éventuels redécoupages territoriaux. En effet, le rattachement d'Ifni à la région saharienne voisine conforterait le poids des Aït Ba Amrane qui détiennent actuellement le pouvoir à Guelmim. Cela doit nous rappeler que la communauté de référence identitaire qu'est la tribu est encore éminemment présente dans tout le sud marocain. Les manifestants scandent « *Aït Ba Amrane* », ce qui n'est pas parfois sans gêner certains habitants « immigrés » d'autres régions. Or, les villes sont devenues le théâtre d'expressions des rivalités tribales, le pouvoir se marquant par l'accaparement foncier, et les tribus se reconstituant à travers des processus d'appropriation des quartiers et de conquête politique du pouvoir local (Ben Attou, 2007), tandis que les investissements productifs sont réalisés ailleurs.

⁸ Ils ont un barème : chaque participation à une action rapporte des points, ce qui est « gagné » est ensuite partagé selon le nombre de points obtenu avec un système de liste d'attente.

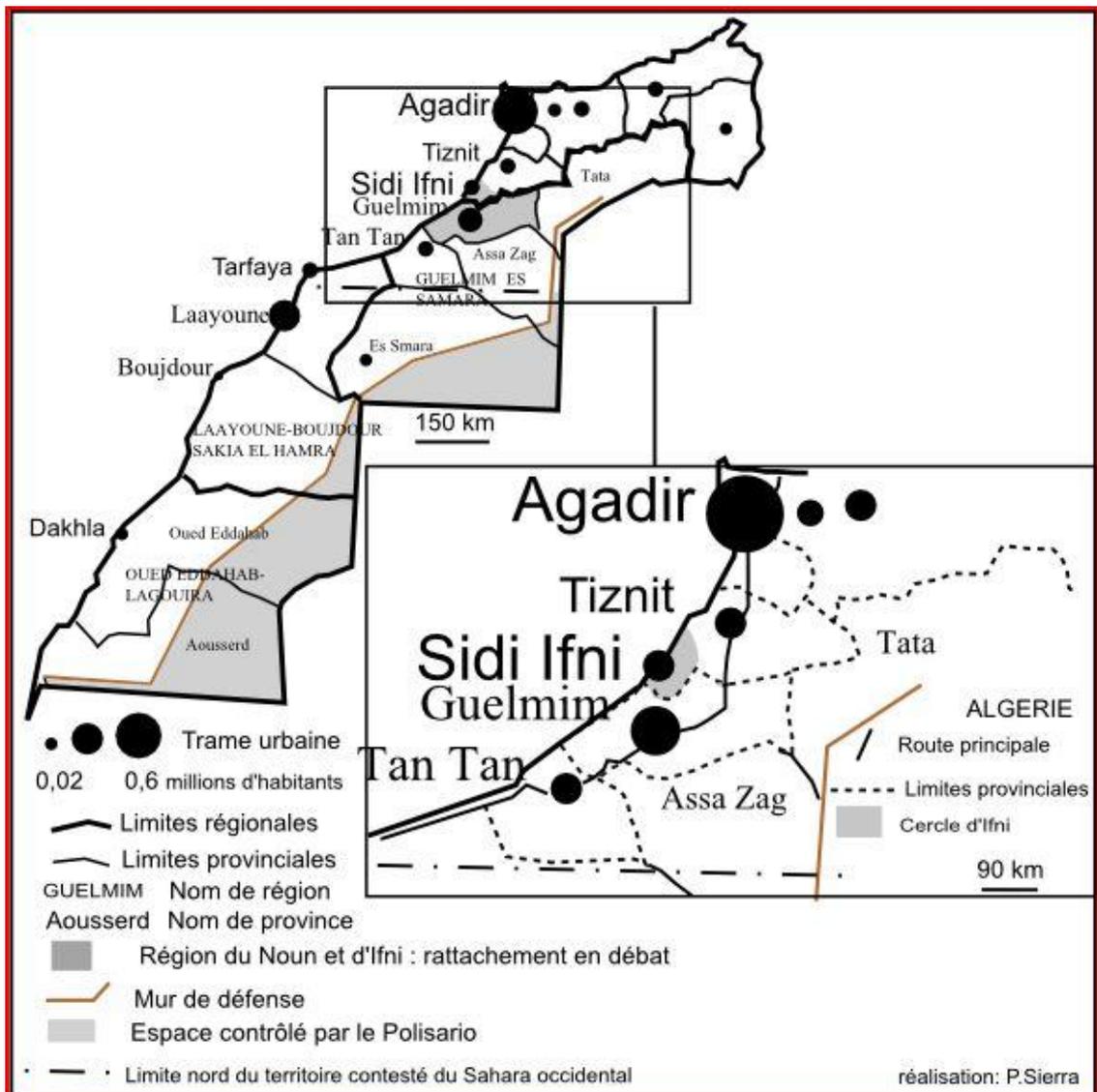


Figure n°2 : Le positionnement d'Ifni et de la région du Noun et les découpages sahariens.

L'observation de la chronologie ne doit pas être oubliée non plus. La revendication réapparaît en 2005, certes alors que Smara ou Laayoune sont également touchées par d'importantes manifestations, mais surtout alors que se propose le cadre de l'autonomie du Sahara. Or, la principale interrogation en suspens est celle de la constitution géographique de l'entité régionale. Les spéculations se font sur les redécoupages régionaux qui constituent des enjeux de pouvoir essentiels. Au niveau national, le débat porte sur le rattachement ou non d'Ifni et de la région du *Noun*⁹ à l'entité saharienne pour renforcer le poids des populations les plus attachées au Maroc. Il y a à ce choix possible des arguments anthropologiques forts puisque les tribus *Teknas*¹⁰ nomadisèrent de l'Anti-Atlas occidental jusqu'aux régions de la Seguiet-El-Hamra¹¹ et le mouvement d'Ifni aurait pu permettre de justifier un tel choix.

⁹ Nom de la région de Guelmim, qui vient du nom de l'oued la structurant. A été une place commerciale stratégique durant plusieurs siècles du fait de sa position clé dans les échanges transsahariens entre Maroc et Sahara.

¹⁰ Tribus de la région du Noun

¹¹ Lors de la préparation des listes en vue d'un référendum d'autodétermination, l'inclusion ou nom de tribus *Teknas*

Pourtant, le fait qu'une partie de la presse ait pu dénoncer le « téléguidage » (sic) du mouvement par les séparatistes, alors que ceux-ci sont absents d'Ifni, montre également l'autre option : la crainte de définir une région autonome trop vaste qui au lieu de supprimer la contestation, pourrait lui permettre de s'étendre.

CONCLUSIONS

La proximité du Sahara pèse lourdement sur les choix relatifs à Ifni. Pour les habitants, leur statut de tribu résistante et leurs liens avec certaines populations sahariennes leur donnent des droits qui doivent se traduire par une intervention de l'Etat, sur le modèle de ce qui s'est fait au Sahara. Mais, une telle réforme du découpage régional, loin d'être le seul résultat d'une demande de développement et d'aménagement du territoire, serait la réponse à un débat plus large et non tranché: celui de l'espace d'autonomie à accorder au Sahara. Lui rattacher Ifni et tout le Noun a des bases anthropologiques mais est vu par d'autres comme l'ouverture d'une boîte de Pandore favorable aux séparatismes. La question des identités tribales et de la politique sociale menée à l'égard des populations du Sahara constituent deux données majeures du problème.

REFERENCES

Ben Attou, M. (2007) : Les villes du Sahara Marocain, Espace, Economie, Société et Urbanisation.- Rabat, Coll. Etudes et Recherches Rabat, Fikr,

Lacroix T. (2005) : Les réseaux marocains du développement.-Paris : Sciences Po.

Royaume du Maroc (2003) : Schéma National d'Aménagement du Territoire. Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de l'Environnement. - Rabat : OKAD.

Troin J.F. (dir.) : Maroc, Régions, pays, territoires. –Paris : Maisonneuve et Larose.

Troin J.F. (dir.) (2006) : Le Grand Maghreb.- Paris : Armand Colin.

Ennaji M., Pascon P., (1988) : Le Makhzen et le sous al-aqsa, la correspondance politique de la maison d'Illigh (1821-1894.-Paris : Ed. du CNRS.

REMERCIEMENTS

Je remercie tous ceux qui m'ont accordé des entretiens ou fourni des documents. Je tiens tout particulièrement à mentionner M. Ben Attou, Professeur à l'Université d'Agadir ; M.Zehni, Secrétaire Général de la mairie de Sidi Ifni ainsi que Brahim Bara qui m'avait longuement présenté son point de vue et est à l'heure où j'écris ce texte emprisonné suite aux manifestations de juin 2008.